



Communiqué de Presse

Mohamed LAQHILA
Député des Bouches du Rhône

« Halte ferrée à Plan de Campagne : un coup de frein à l'intérêt économique et écologique de notre territoire ! »

Aix en Provence, le 05 Juin 2019

Un projet visant à créer une polarité de transports en commun regroupant différentes liaisons métropolitaines et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire avait été réalisé par les instances de la Région et de la Métropole.

Inscrit dans la Directive Territoriale de 2007 et confirmé par l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en 2016, ce projet avait fait l'objet de nombreuses études et en était à un stade avancé de la procédure puisque le Comité de pilotage du CPER 2015-2020 dans les Bouches-du-Rhône, a acté en 2018 **la mise en service de la halte ferroviaire à Plan de Campagne** et la **signature d'un Protocole d'intentions préalablement au lancement d'une convention de financement des travaux** de réalisation, opération qui devait être synchronisée avec l'ensemble des autres aménagements liés à l'intermodalité (fin 2022).

Alerté par de nombreux chefs d'entreprises sur le recul soudain et inexplicable de la Région de lancer le projet, le député Mohamed LAQHILA en appelle au Président de la Région pour trouver une issue favorable à cet imbroglio qui semble davantage relever de querelles politiciennes que de véritables difficultés techniques :

« Voilà l'exemple parfait de tout ce qui ne tourne pas rond dans notre Région : on a là un projet qui est étudié depuis plus de dix ans, pour lequel de nombreux co-financeurs sont prêts à investir et qui, pour des raisons politiciennes, est à l'arrêt.

Certes il supposait le soutien financier à la fois de la Région et de la Métropole que j'ai d'ailleurs contactées sur le sujet. Et si Martine VASSAL m'a répondu immédiatement en m'indiquant que la Métropole était favorable à ce projet, il semblerait que le blocage vienne de la Région dont le président n'a d'ailleurs répondu ni à mon courriel, ni à mon courrier postal !

*Pire, face à ce silence, les raisons avancées par la Région aux acteurs concernés ne tiennent pas. On voudrait nous faire croire que ce coup de frein brutal résulterait d'incertitudes budgétaires, de restrictions d'ordre structurel dans les effectifs à affecter aux travaux, ou encore **d'une inévitable concurrence d'offres de transport entre la Région et la Métropole**. Or les fonds de la DGA Mobilité ont déjà été alloués pour le Pôle d'échanges multimodal et l'extension du service Zénibus, avancée comme argument contra, ne saurait être un prérequis suffisant pour y subordonner la mise en œuvre de la halte ferrée.*

Voilà l'exemple type de ce qui ne tourne pas rond dans la gouvernance de notre territoire : là où un partenariat entre nos instances aurait déblayé la voie pour une coopération bénéfique aux structures territoriales, ce sont des divergences d'ententes hors de propos, des querelles politiciennes qui prévalent au détriment de tout un tissu économique !

Face à cette inertie, il est impératif que l'ensemble des acteurs locaux parties au projet, se mobilisent et se prononcent sur des solutions en vue de relancer cette initiative pleine de promesses. »

Mohamed LAQHILA
Député des Bouches-du-Rhône

